



COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, le 4 novembre 2019

GT-ED(2019)7

**COMITE EUROPEEN SUR LA DEMOCRATIE ET LA GOUVERNANCE
(CDDG)**

**GROUPE DE TRAVAIL SUR LA DEMOCRATIE ELECTRONIQUE
(GT-ED)**

**RAPPORT DE LA TROISIEME REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL
12-13 SEPTEMBRE 2019, CONSEIL DE L'EUROPE, STRASBOURG**

Note du Secrétariat
établie par la
Direction générale de la démocratie
Service de la gouvernance démocratique

*This document is public. It will not be distributed at the meeting. Please bring this copy.
Ce document est public. Il ne sera pas distribué en réunion. Prière de vous munir de cet exemplaire.*

Introduction

La Présidente du Groupe de travail sur la démocratie électronique (GT-ED), Mme Gordana Gapikj-Dimitrovska (Macédoine du Nord), ouvre la réunion. L'ordre du jour est adopté tel qu'il figure à l'Annexe I. La liste des participants fait l'objet de l'Annexe II.

La Présidente souhaite la bienvenue aux participants et en particulier à Mme Sonia Sirtori, Cheffe de la Division de la bonne gouvernance et Secrétaire du CDDG, qui a pris ses fonctions en mai.

Le groupe de travail prend note du rapport de sa deuxième réunion tenue les 14 et 15 mars 2019 [document GT-ED(2019)4].

Questions soulevées par le groupe de travail lors de sa réunion des 12 et 13 septembre 2019

Lors d'une discussion générale, les membres réaffirment la nécessité de veiller à ce que les lignes directrices constituent une véritable boîte à outils destinée à compléter la Recommandation CM/Rec(2009)1, et présentant des mesures pratiques et des exemples pertinents de bonnes pratiques d'États membres du Conseil de l'Europe.

Le groupe de travail examine ensuite le projet de texte. Il est reconnu que, d'une façon générale, de brèves explications devraient porter sur les différentes parties et sur l'usage qui devrait en être fait, qu'un glossaire devrait être ajouté et que toutes les études de cas devraient figurer dans la partie B.

En ce qui concerne les parties spécifiques du projet de lignes directrices, les changements approuvés sont notamment les suivants :

- Dans le préambule, reformulation du considérant sur la démocratie directe ainsi que des passages sur les technologies numériques « de pointe » et ajout d'une référence aux attentes de la société ;
- Dans la partie A :
 - o une brève introduction devrait être ajoutée pour clarifier la relation entre les lignes directrices et la Recommandation CM/Rec(2009)1 sur la démocratie électronique,
 - o en lieu et place des « définitions », la partie A devrait indiquer l'objet des lignes directrices et ce qu'est aujourd'hui la démocratie électronique,
 - o en lieu et place des « perspectives », les lignes directrices devraient expliquer quelles « possibilités » la démocratie électronique peut offrir dans divers domaines, notamment du point de vue de la promotion de l'inclusion de différents groupes, dont les jeunes,
 - o il conviendrait d'expliquer la notion de « réactivité » et de l'étoffer,
 - o dans la partie intitulée « ce que la démocratie électronique exige », divers outils devraient être mentionnés,

- les élections, le vote, les référendums et les pétitions électroniques pourraient être traités avec la participation électronique (sans donner l'impression que les États membres devraient mettre en place le vote électronique, mais en énonçant les conditions essentielles que doivent réunir les États qui pourraient souhaiter le faire),
 - dans la partie sur les parties prenantes, le libellé devrait être moins directif et porter sur les responsabilités des autorités. Il conviendrait en outre de modifier l'ordre,
 - la partie sur l'intelligence artificielle devrait être modifiée pour tenir compte des travaux en cours du Conseil de l'Europe dans ce domaine ;
- Concernant la partie B :
 - dans la mesure du possible, la structure devrait être alignée sur celle de la partie A,
 - il conviendrait de réviser l'introduction pour mentionner les facteurs créant des conditions favorables et inclure des éléments pour les décideurs en termes d'actions nécessaires, d'effets de la législation et des pratiques existantes et de répercussions des propositions de changements/actions,
 - il faudrait aussi préciser, qu'en coopération avec la société civile, les gouvernements locaux (et régionaux) peuvent jouer un rôle important en développant de nouvelles initiatives relatives à la démocratie électronique et en les mettant à l'essai ainsi qu'en introduisant des innovations ;
 - La partie C devrait être considérablement remaniée et simplifiée pour servir de liste de contrôle aux États membres. Dans le cadre du suivi des lignes directrices, cette liste pourrait servir de référence au Centre d'expertise pour la bonne gouvernance.

Les Etats membres et le groupe de travail sont invités à soumettre au Secrétariat d'autres exemples pratiques en relation avec des initiatives ou projets dans le domaine de la démocratie électronique qui seront insérés dans les lignes directrices. Le Secrétariat est chargé d'insérer les modifications acceptées lors de la réunion ainsi que les exemples supplémentaires qui seront reçus et de soumettre le texte définitif des lignes directrices sur la démocratie électronique sous la forme d'une boîte à outils aux membres du groupe de travail pour approbation finale.

Vote électronique

Le groupe de travail examine l'aperçu des réponses des États membres au questionnaire : rares sont les informations qui portent sur l'application de la Recommandation CM/Rec(2017)5 sur les normes relatives au vote électronique.

Le groupe de travail propose au Bureau du CDDG d'envisager les possibilités suivantes :

- tenue de la réunion d'examen de la Recommandation (2017)5 du CM en même temps que la réunion du CDDG en décembre 2019 et, à cette occasion, bilan de l'expérience des États membres sur la base également des informations supplémentaires que ceux-ci fourniront,
- organisation éventuelle d'ateliers sur le vote, les élections et les référendums électroniques pour les États membres intéressés,
- réflexion sur la possibilité de travaux supplémentaires sur la manière de veiller à ce que les élections par voie électronique tiennent compte des préoccupations en matière de cybersécurité et de transparence.

La Présidente du groupe de travail clôt la réunion.

ANNEXE I

ORDRE DU JOUR REVISEE

1. **Ouverture de la réunion**
2. **Adoption de l'ordre du jour** [GT-ED(2019)0J2]
3. **Rapport de la deuxième réunion du groupe de travail** [GT-ED(2019)4]
4. **Lignes directrices sur la démocratie électronique sous la forme d'une boîte à outils**

Projet de lignes directrices

 - Présentation des lignes directrices par l'expert [GT-ED(2019)5]
 - Etudes de cas sur des initiatives dans le domaine de la démocratie électronique dans les Etats membres
 - Echange de vues
 - Propositions de rédaction par le groupe de travail
5. **Réunion d'examen sur la Recommandation [CM/Rec\(2017\)5](#) sur les normes relatives au vote électronique** [GT-ED(2019)6]
 - Résultats du questionnaire sur la démocratie électronique
6. **Activités du Conseil de l'Europe en relation avec la désinformation, les médias sociaux et les élections : information orale par le Secrétariat**
7. **Questions diverses**

ANNEXE II**LISTE DES PARTICIPANTS****CHAIR / PRESIDENTE**

Ms Gordana GAPIKJ-DIMITROVSKA, Head of Unit in the Ministry of Information Society and Administration, Skopje

Tel: +389 2 3200944; +389 70 328575; E-mail: gordana.dimitrovska@mioa.gov.mk

AUSTRIA / AUTRICHE

Mr Peter ANDRE, Expert for Legal Affairs, Ministry of Interior, WIEN, Austria

E-mail: peter.andre@bmi.gv.at

BELGIUM / BELGIQUE

Mme Séverine KARKO, Service public de Wallonie, Intérieur et action sociale, NAMUR (Jambes)

E-Mail: severine.karko@spw.wallonie.be

CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE

Mr Zdenek HRACH, E-government Department, Ministry of Interior, PRAGUE,

E-mail: zdenek.hrach@mvcz.cz

Ms Eva STRYCOVA, E-Government Department, Ministry of Interior PRAGUE, Czech Republic

E-mail: eva.strycova@mvcz.cz

ESTONIA / ESTONIE

Mr Priit VINKEL, Head of the State Electoral Office, TALLINN

E-mail: priit.vinkel@valimised.ee

FINLAND / FINLANDE

Mr Markku MÖLLÄRI, Ministerial adviser, Department for Local Affairs and Regional Administration, Ministry of Finance, Mariankatu 9, PO Box 28 FI-00023 GOVERNMENT FINLAND

Tel: +358 40 568 1492; E-mail: markku.mollari@vm.fi

GERMANY / ALLEMAGNE

Apologised for absence / Excusé

NETHERLANDS / PAY-BAS

Apologised for absence / Excusé

POLAND / POLOGNE

Mr Robert GAWŁOWSKI
E-mail: robkawowski@gmail.com

Prof. Jan FAZLAGIC, National Institute of Local Government
E-mail: jan.fazlagic@ue.poznan.pl

SERBIA / SERBIE

Ms Dara GRAVARA STOJANOVIC, Head of the eGovernment Group, Ministry of Public Administration and Local Self-Government, BELGRADE
E-mail: dara.gravara@mduls.gov.rs

SLOVENIA / SLOVENIE

Mr Andrej ČOKERT, Office for Local Self-Government, Ministry of Public Administration, Tržaška cesta 58, 1501 LJUBLJANA, Slovenia
Tel: + 386 1 4781879; E-mail: andrej.cokert@gov.si

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Mr Paul ROWSELL, Head of Governance Reform and Democracy Unit, Ministry of Housing, Communities and Local Government, LONDON, United Kingdom
E-mail: Paul.Rowsell@communities.gov.uk

OTHER PARTICIPANTS / AUTRES PARTICIPANTS**CONFERENCE OF INGOs OF THE COUNCIL OF EUROPE / CONFERENCE DES ONG DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Mr Gerhard ERMISCHER, CIVILSCAPE, Representative of the INGOs Conference to the CDDG, ASCHAFFENBURG, Germany
E-mail: gerhard.ermischer@civilscape.eu

CONGRESS OF LOCAL AND REGIONAL AUTHORITIES OF THE COUNCIL OF EUROPE / CONGRES DES POUVOIRS LOCAUX ET REGIONAUX DU CONSEIL DE L'EUROPE

Mr Martin FODOR, Vice-President of the Governance Committee, Rapporteur on Smart Cities, Bristol, United-Kingdom
E-Mail : cllr.martin.fodor@bristol.gov.uk

Mr Tim LISNEY, Deputy Secretary of the Chamber of Local Authorities / Secrétaire adjoint de la Chambre des pouvoirs locaux – Secretary of the Governance Committee / Secrétaire de la Commission de la gouvernance
Tel: (33) 3.88.41.35.73; E-mail: tim.lisney@coe.int

Ms Varsha VALIYA-PARAMBIL, Trainee, Governance Committee / Commission de la gouvernance
E-mail : Varsha.VALIYA-PARAMBIL@coe.int

Ms Maja BRANDSTROM, Trainee, Governance Committee / Commission de la gouvernance
E-mail : Maja.BRANDSTROM@coe.int

COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS / COMMISSAIRE AUX DROITS DE L'HOMME

Apologised for absence / Excusé

VENICE COMMISSION / COMMISSION DE VENISE

M. Pierre GARRONE, Head of the Division of Elections and Political Parties / Chef de la Division des élections et partis politiques – Venice Commission / Commission de Venise
E-mail: pierre.garrone@coe.int

SECRETARIAT

Mrs Sonia SIRTORI, Head of the Good Governance Division / Cheffe de la Division de la bonne gouvernance – Secretary of the CDDG / Secrétaire du CDDG - Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance, Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie
Tel: +33 (0)3 88 41 23 70; E-mail: sonia.sirtori@coe.int

Mr Theo WELS, Administrator / Administrateur – Good Governance Division / Division de la bonne gouvernance - Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance, Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie
Tel: +33 (0)3 90 21 53 04 ; E-mail: theo.wels@coe.int

Mme Isabelle ETTER - Assistant / Assistante
E-mail : isabelle.etter@coe.int

Interpreters / Interprètes

M. Luke TILDEN
M. Christopher TYCZKA
Mme Christine TRAPP